



Nous avons remis notre Adresse, en mains propres, aux directions de la CGT, de la FSU et de Solidaires



Le 27 août 2023

Du 23 au 27 août s'est tenue l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et Solidaires, à Bobigny, dans les locaux de l'université de Villeteuse. Pas moins de cinq tables rondes concernaient la réforme des retraites.

La rencontre a eu lieu dans un cadre très verrouillé

Ainsi, vendredi 25 août en fin de journée, était organisée, dans un amphi, « une plénière » consacrée au bilan de la mobilisation contre la loi Borne. A la tribune, outre un représentant d'Attac, Thomas Coutrot et un universitaire, il y avait Benoît Teste (FSU), Murielle Guilbert (Solidaires) et Sophie Binet (CGT).

Nous avions dans l'idée de pouvoir dialoguer avec trois membres éminents de l'intersyndicale. En effet, nous avons envoyé notre adresse « Ne tournons pas la page » à chaque membre de l'intersyndicale, par mail et par tweeter, le 30 juin, et nous n'avons pas eu de réponse de leur part.

Dans un amphi de 600 places, seules 150 personnes sont venues assister à la conférence. Nous avons pu distribuer un exemplaire de notre adresse et un du dernier communiqué intitulé « Pourquoi rejoindre la campagne ».

Il a été annoncé que la salle ne pourrait pas prendre la parole. Au lieu de cela, chacun pourrait écrire une question sur un post-it, qui serait ensuite lu à la tribune par un animateur. Sur la *forme*, le cadre était donc très verrouillé, anti-démocratique, et disons-le, bureaucratique. Ce même verrouillage s'est opéré au niveau du *fond* des discours.

« L'Intersyndicale a fait un sans faute »

Murielle Guilbert (Solidaires), est revenue dans son rapport sur le fait que les travailleuses étaient les grandes perdantes de la réforme Borne. Elle a ouvert son discours en disant « **L'intersyndicale a ouvert de nouveaux chantiers** », donc elle a tourné la page, sans le dire... Elle a conclu en affirmant que la lutte « peut repartir sur de nouvelles oppositions, ou sur des alternatives positives dans lesquelles les gens peuvent se retrouver. » Autrement dit, peut-être faut-il arrêter de contester les lois téléguidées par Macron, et faire des campagnes de « propositions ».

Benoit Teste (FSU) a affirmé qu'une « lutte entre le capital et le travail » était en cours, et que « les appétits du capital allaient donner lieu à d'autres attaques et d'autres débats ». La guerre de classe qui est en cours n'est-elle qu'une affaire de « débats » ? Et pas de grève ? **Les journées de grève saute-mouton sont « des grands moments où tout le monde peut venir.** L'intersyndicale a pu respecter l'ensemble du monde du travail ». A l'entendre on a l'impression que le rôle de l'intersyndicale est d'organiser des sorties scolaires consensuelles, de temps en temps, et pas de mettre en place un plan de bataille pour mettre à genoux Macron.

Sophie Binet (CGT) est celle qui avait le discours le plus structuré et argumenté, lançant plein de contre-feux afin d'éviter toute remise en question. C'est elle qui a dit, sans honte, ni ironie : « L'Intersyndicale a fait un sans faute ». « Nous sortons en position de force ».

« **Sur les retraites, ce n'est pas fini.** C'est la casserole d'Emmanuel Macron, qui va le poursuivre jusqu'à la fin de son mandat ». Vœu pieu. Il peut dormir tranquille, pas de lutte de prévu sur les retraites : La CGT va revendiquer « les 32h, la semaine de 4 jours, afin de répondre aux nouvelles aspirations des travailleurs. » Même son de cloche qu'à Solidaires.

Elle a pu affirmer que **les travailleurs n'étaient pas assez syndiqués**, en conséquence les syndicats n'avaient pas de levier pour mobiliser ces travailleurs. Mais elle remarquait en même temps que dans la fonction publique, il y avait plus de syndiqués, mais pas pour autant plus de grèves. Bref, on voit que ce n'est pas un problème de taux de syndicalisation dans les bases, mais de stratégie des directions nationales syndicales. Leur absence de remise en question mérite d'être bousculée.

Vraiment, nous avons pu observer une homogénéité politique entre les directions nationales des syndicats. En s'appuyant sur des constats apparents, ou des difficultés réelles, les directions syndicales présentes se sont exonérées de toutes responsabilités, sans trouver de réponses convaincantes à leur faiblesse. Ce n'est pas la CFDT qui tire à droite, mais bien toutes les directions qui sont sur les positions de la CFDT. Ainsi, selon Sophie Binet « **l'opposition entre syndicats réformistes et syndicats contestataire est désuète** » car, si la représentante de la CGT considère que « le syndicalisme de lutte a été au centre », selon nous, toutes les directions nationales de syndicats sont devenues... réformistes, c'est-à-dire dans l'opposition de façade au patronat et à l'État. « **L'unité syndicale permet d'éviter la division syndicale** » (sic). Sur cette base, les syndicats vont donc arriver « en position de force pour les négociations de septembre » (retraites complémentaires).

Négociation est le maître mot. Il n'y a pas de grève dure en perspective. Que va faire la CGT pendant les semaines et mois à venir ? Sophie Binet a annoncé que prochainement « **70 % des travailleurs du privé vont voter aux élections professionnelles** ». Ceci veut dire que la CGT, va mettre toutes ses forces dans les élections, pour que les permanents gardent leurs postes, sans se battre contre les attaques du patronat et du gouvernement. Alors qu'elle pourrait lier les deux. C'est exactement la même chose que cette année : les syndicalistes ont été occupés tout 2022 par les élections professionnelles de la fonction publique, et ont pour beaucoup disparus, une fois leurs postes assurés, au moment où il fallait mettre le paquet sur le conflit des retraites ! A croire que les permanents manquent de combativité...

Le caractère particulièrement « à la remorque » des institutions de la Vème république et des partis politiques « de gauche » a été très flagrant : « On n'a pas gagné, on n'a pas perdu. **Ce qu'un gouvernement a fait, un autre gouvernement peut le défaire** » ; « nous échangeons avec les groupes parlementaires », « de nouvelles initiatives vont venir de l'Assemblée Nationale ». Ceci peut faire penser que le syndicat ne sert... à rien. Puisqu'il faut s'en remettre aux partis politiques, et attendre patiemment les élections présidentielles de 2027 ! Voir des syndicalistes qui courent à l'Élysée ou à Matignon, qui passent leur temps à courir après des postes de planqués dans les entreprises, qui n'appellent pas à la grève, méprisent les travailleurs, et leurs disent que le syndicat ne sert à rien.... Ceci démobilise les travailleurs, ne leur fait pas prendre confiance dans leurs forces.

« **Le match c'est avec l'extrême droite, car elle est forte** ». Sophie Binet a dit cette phrase dans le cadre des freins à la lutte, et Benoît Teste a repris cette analyse. On comprend ainsi que si on n'a pas gagné, c'est du fait même de l'existence du RN ! Drôle de façon d'expliquer notre défaite. Bref, « l'intersyndicale a fait un sans faute », le problème c'est le manque de combativité de la jeunesse, et des travailleurs, et... l'existence même du RN !

Nous avons également remarqué que dans toutes les interventions, les directions syndicales ont mis en avant **la qualité de vie au travail, les conditions de travail**. Où veulent-elles en venir en posant les choses ainsi ?

Réponses aux questions de la salle

Suite à ces interventions d'une grande sincérité, un animateur de la tribune, a lu une synthèse des questions qui étaient remontées de la salle. Notre délégation avait ainsi écrit « comment continuer la lutte pour nos retraites ? », « Quelles sont les prochaines dates de mobilisation en septembre contre la réforme des retraites, et l'attaque contre les réformes complémentaires ? » : « Une date de grève est-elle prévue à la rentrée contre la destruction de l'éducation publique (Pacte enseignant, autonomie des établissements) ? »

Les questions du public ont été fusionnées, reformulées, déformées, et ont été axées sur le fonctionnement de l'intersyndicale et le bilan des grèves.

Parmi une quinzaine de questions qui leur ont été lancées d'affilé, la tribune a pu librement piocher dedans, répondre, ou ne pas répondre, répondre à des questions pas posées. Bref, dire ce que bon leur semblait. Petit florilège de réponses :

Benoît Teste (FSU) : « Il n'y a pas eu de débats au sein de l'intersyndicale sur la grève générale » car ils n'ont tout simplement pas abordé les sujets qui clivent. « Ainsi le 7 mars, « on met la France à l'arrêt » n'a pas posé de problème à la CFDT, elle était pour » : c'est bien ça le problème, appeler à un jour de grève ne gêne pas la CFDT car ça ne gêne pas le patronat ni le gouvernement. Il a répété l'idée de Binet que « c'est à cause du poids de l'extrême droite que nous n'avons pas gagné ». On ne peut pas boycotter les rencontres avec le gouvernement et le patronat à moins d'aimer être dans le « splendide isolement ». Teste a également répondu à ses oppositions internes, à propos de la montée nationale à Paris. Il est pour, mais c'est les gens qui n'ont pas voulu à cause de la répression policière.

Quant à notre question sur les grèves à la rentrée : « Le statut des fonctionnaires, c'est une question centrale, j'aimerais lancer quelque chose dessus. » Il en sera mention dans le communiqué intersyndicale de lundi.

Murielle Guilbert (Solidaires) : L'intersyndicale avait un « mode de fonctionnement respectueux : on a plus ou moins mis de côté les sujets qui fâchent » (ex : violences policières). Il s'agissait de « respecter la stratégie de chaque syndicat ». C'est peut-être le seul bémol qui a été exprimé sur le mode du regret. Ce n'est pas à l'Intersyndicale nationale de décider des modalités d'action, c'est aux bases de le faire, et pas à l'Intersyndicale d'appeler à la grève générale. On saluera le fait qu'elle a rappelé la date du 23 septembre contre les violences policières. « On ne peut pas penser les syndicats et les associations à part, c'est ça la convergence des luttes ».

Sophie Binet (CGT), « la grève générale est un totem, un symbole, soyons vigilant à ça. A aucun moment, en 1936 ou 68, la CGT n'a appelé à la grève générale. D'ailleurs, même en 68, tout le monde n'était pas en grève. Ainsi la grève générale, ça ne se décide pas d'en haut, avec des appels de papier. Si l'intersyndicale l'avait écrit, ça n'aurait rien changé. Quand on a écrit le 7 mars, on met la France à l'arrêt, les travailleurs et travailleuses n'ont pas suivi. » Selon elle, la grève générale, et son absence, sont la responsabilité unique des travailleurs, alors que cette année était la première mobilisation pour beaucoup d'entre eux. Pour notre part, nous n'acceptons pas de faire porter la responsabilité à des grévistes débutants. Aux responsables de prendre leurs... responsabilités !

Nous avons finalement pu avoir de courts entretiens

A la fin des réponses aux questions, nous avons eu quelques minutes pour aller à la rencontre de la tribune, pour des discussions informelles. Nous leur avons remis la liste des signataires, le texte initial de l'Adresse aux directions, ainsi que notre précédent communiqué.

Voyant qu'ils étaient rodés sur la question de la grève générale, et la facilité avec laquelle ils se défont de leurs responsabilités, nous les avons interpellés sur le deuxième versant de la campagne « Ne tournons pas la page », sur le boycott des instances de dialogue social. Là aussi, nous n'avons pas été déçus.

Benoit Teste (FSU) a reconnu connaître notre campagne. Nous remercions les camarades de la tendance Emancipation qui l'ont défendu au sein de la FSU. A noter également qu'aux Résistantes en août au Larzac, Simon Duteuil de Solidaires nous avait également dit qu'il connaissait notre campagne.

Murielle Guilbert (Solidaires) nous a dit que sur la question du dialogue social, « Solidaires n'est pas représentatif, et pas invité aux réunions ministérielles ». Néanmoins, on pourrait attendre de Solidaires qu'il dénonce la présence des autres membres de l'intersyndicale.

Sophie Binet (CGT) nous a dit « qu'il n'y avait pas assez de temps pour soutenir les cadres auto-organisés », qu'il est « vain de lancer des collectifs locaux combinant travailleurs et activistes », et que si elle rencontrait des ministres, c'était toujours à la demande de salariés qui se faisaient licencier pour que la CGT aille à la rencontre du ministre de la tutelle. Nous lui avons dit que nous étions choqués par les rencontres avec le patronat et le gouvernement pour se mettre d'accord sur un agenda de contre-réformes, mais elle a continué de nous parler des licenciements. Bref, un dialogue de sourds.

Ce meeting nous a permis de nous rendre compte que les directions nationales des syndicats continuent de développer le même discours de diversion qu'ils rôdent depuis des mois.

Il s'agit de directions sur la défensive. A nous d'être offensifs et d'avancer au sein de nos syndicats, nos revendications : l'arrêt du dialogue social ; la préparation et l'organisation de la grève générale, c'est-à-dire de la grève de toutes et tous ensemble, au même moment, jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Pour faire le point sur la campagne, et préparer la suite, nous vous invitons à une

REUNION PUBLIQUE VENDREDI 1^{ER} SEPTEMBRE 2023

à 19h30, à l'EDMP, 8 impasse Crozatier (Paris)

Et sur <https://meet.jit.si/>, canal : PNN2023

Pour rejoindre notre campagne, envoyez vos NOM, Prénom, Syndicat, Département à netournonspaslapage@proton.me

Pour nous suivre sur **Facebook** : Netournonspaslapage